

Mission(s) F, HAND, LP (L*+P1), PHA, SEI (*), TH, VIEL (*)	
Nos références 760C251N (760-C-2025-002I)	Date 08/10/2025

BARENTIN(76) CONSTRUCTION CENTRE D EXAMEN DU PERMIS DE CONDUIRE

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°5 Phase PRO



Envoi	SERVICES DE L'ETAT POUR LA FACTURATION ELECTRONIQUE - BOULERY Xavier - BUITRAGO Cesar - COLBATZ Florian - OTERO Fabrice	<i>Maître d'ouvrage</i>	xavier.boulery@seine-maritime.gouv.fr / cesar.buitrago@seine-maritime.gouv.fr / florian.colbatz@seine-maritime.gouv.fr / fabrice.otero@seine-maritime.gouv.fr
Copie	Seine architecture - Cédric - Théo - ELJOURD Sami	<i>Maître d'oeuvre</i>	cedric@seineingenierie.com / theo@seineingenierie.com / sami.eljourn@seinearchitecture.com
	Alpes contrôles - Agence de Rouen - EUDES Grégory	<i>Contrôles Techniques</i>	geudes@alpes-contrôles.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Grégory EUDES - Le vérificateur des installations électriques, Bertrand PICOT - Le vérificateur de la réglementation thermique, Jérémy MORTIER - Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Jérémy MORTIER

Le chargé d'affaire,
Grégory EUDES

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°4 du 30/09/2025
Motif : Levé d'observation suite à transmission de documents



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	3
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	8
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	10
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	11
VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	14
VIII.3 - Isolation acoustique - autre établissement.....	24
VIII.4 - Fonctionnement des installations	25
VIII.5 - Réglementation Environnementale : RE2020.....	32
VIII.6 - Classement et référentiel.....	37
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	39
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	43

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°4 du 30/09/2025

Motif : Levé d'observation suite à transmission de documents

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°760-C-2025-002I et qui sont détaillées ci après :

- F - Mission de fonctionnement des installations
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L*+P1)
- PHA - Mission relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Grégory EUDES

Le vérificateur des installations électriques, Bertrand PICOT

Le vérificateur de la réglementation thermique, Jérémy MORTIER

Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Jérémy MORTIER

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Construction centre d'examen du permis de conduire

Adresse de l'opération :

285 AVENUE GEORGES GRATIGNY

BARENTIN(76)

76360

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

1 250 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 18 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Etude de sol - Réception : 17/07/2025

Étude de sol G2 PRO

- Plans architectes - Réception : 17/06/2025

Plan phase APD

- Descriptifs - Réception : 17/06/2025

CCTP lot 1 à 5 phase APD + estimation/dimensionnement VRD

- Plans architectes - Réception : 01/08/2025

Plan phase PRO

- Descriptifs - Réception : 01/08/2025

CCTP lot 1 à 8 phase PRO

- Dossier administratif - Réception : 10/07/2025

Dossier PC

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - SERVICES DE L'ETAT POUR LA FACTURATION ELECTRONIQUE

- * Nous communiquer l'arrêté de permis de construire.
- * Nous communiquer les attendus de la commission de sécurité.

Lot 101 - Maître d'oeuvre - Seine architecture

- **Mission F-THERMIQUE :**
Plans, dossier technique et note de calcul ventilation à fournir pour avis.
- **Mission F-THERMIQUE :**
La constitution d'une note de calcul justifiant le dimensionnement des installations de chauffage et climatisation doit être prévue au marché. Ce document est à communiquer. Il doit prendre en compte les calculs de déperditions réalisés conformément à la norme NF EN 12831 et à son complément national NFP52-612/CN
- **Mission TH :**
En présence d'un tertiaire < 3000 m² soumis à la RE 2020 nous rappelons la nécessité de réaliser un test de perméabilité à l'air de l'enveloppe par un opérateur autorisé 8711.
Rapport de test à fournir.
- **Mission TH :**
Rapport de test validant l'hypothèse de réseaux classe A à fournir.
- **Mission TH :**
Le bâtiments doit être équipé de système permettant de mesurer ou de calculer la consommation d'énergie selon la répartition suivante :
 - Chauffage par tranche de 500m² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct
 - Refroidissement par tranche de 500m² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct
 - Production d'ECS
 - Eclairage par tranche de 500m² de SURT ou par étage ou par tableau électrique
 - Réseau prises électriques par tranche de 500m² de SURT ou par étage ou par tableau électrique
 - Centrales de ventilation par centrale
 - Départ direct de plus de 80 Ampères.

Lot 1 - Gros Oeuvre

- * Un essai à la plaque sera à nous communiquer à la fin de chaque couche, et non pas la couche finale uniquement.
- * Au vue de l'hétérogénéité du site, l'entreprise devra nous communiquer un autocontrôle du fond de fouille, confirmant l'absence de point dur ou mou.

En cas de constat de poche hétérogène, l'entreprise devra nous proposer une éventuel substitution, ou modification de l'altimétrie du radier.

Lot 2 - Charpente - Couverture - Bardage

- * Une attention particulière sur les modes de fixation des brise-soleil sera à prévoir par l'entreprise, afin d'éviter au maximum les risques de stagnation d'eau.

Lot 4 - Menuiseries Intérieures

- * Absence d'information sur la flèche maximum autorisé pour le profil métallique du mur mobile.
- * La localisation des plafonds CF 1h n'est pas décrite dans le CCTP. (à prévoir au niveau des locaux à risque).

Lot 8 - Electricité

- Si présence d'un poste d'accueil, la puissance de l'éclairage doit être de 200 lux minimum.
- Absence d'information sur l'éclairage du cheminement extérieur
- Le CCTP mentionne des détecteur de présence pour la lumière (CCTP lot 7 § 1.111.5) :
 - Nous préciser la localisation de cet / ces éclairage(s).
 - Nous rappelons que l'extinction des éclairages temporisés doit être progressive pour les espaces accessibles au public.

Lot 8 - Electricité

- **Mission Fonctionnement - Electricité :**
L'installation doit être prévue selon un bilan de puissance à déterminer.
- **Mission Fonctionnement - Electricité :** L'installation doit être dimensionnée selon une note de calcul.
- * **Mission SEI - Electricité :** La référence au §413.1.6 de la NF C 15-100 dans le CCTP Lot 7 Electricité pour la réalisation d'une Liaison Equipotentielle Principale ne correspond pas à la version en vigueur.
- * **Mission SEI - Electricité :** Le seuil de 50 personnes cité dans le CCTP Lot 7 Electricité pour la mise en place d'un éclairage de sécurité d'évacuation dans un local est applicable pour les ERP du 1er groupe et non du 2ème groupe dans le cas présent.

Lot 9 - VRD

- * Un essai à la plaque sera à nous communiquer à la fin de chaque couche, et non pas la couche finale uniquement.
- * L'étude de sol ne traite pas de la voirie, une étude spécifique sera à nous communiquer en fonction des sondages réalisés.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire
- Etude géotechnique

VOIRIES ET RESEAUX DIVERS

- Justification de la conformité des matériaux et fournitures aux exigences du fascicule 70 et du fascicule 71
- Rapport essais à la plaque (EV2, EV1)
- Caractéristiques des matériaux - courbe granulométrique
- Plan des réseaux

FONDACTIONS

- Fondations superficielles ou semi-profondes - plans d'étude béton armé

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Procès verbal d'essai béton

FAÇADES ET PIGNONS

- Enduit : - certificat CSTBat, classe de résistance, capillarité...
- Renfort d'enduit :- certificat CSTBat - classification TRAME du treillis en fibre de verre - protection contre la corrosion des armatures métalliques -

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Charpente - plan d'exécution - note de calcul - cahier de ferrures - procès verbal de traitement des bois
- Couverture bac acier - fiche technique des bacs - plan de calepinage des bacs

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Avis technique du CSTB
- Détail appui de baie du gros oeuvre

RENETEMENTS

- Chape : composition, avis technique, calepinage des joints
- Isolant : certificat ACERMI
- Carrelages : conformité à la EN 14411, classement UPEC
- Sols souples, résines : fiches techniques, classe d'usage ou UPEC, avis technique
- Colles : certificat QB, avis technique

PARTITIONS

- Cloisons - Doublage - plafonds : fiches techniques, plans de pose, zones de renforts, justifications

EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE

- Plan et étude du BET fluide
- Tracé
- Mission fonctionnement : caractéristiques hydrauliques du réseau public (pression)
- Mission fonctionnement : note de calcul de dimensionnement des réseaux d'alimentation en eau, des dispositifs de production et d'alimentation en eau chaude, des réseaux bouclés, des réseaux d'assainissement, des réseaux de ventilation
- Mission fonctionnement chauffage climatisation : note de calcul de l'installation , des déperditions et des réseaux
- Mission fonctionnement : rapports d'essai décrits en articles 8 du DTU 60.1 : étanchéité des réseaux, fonctionnement, équilibrage des réseaux bouclés d'eau chaude sanitaire
- Mission fonctionnement : rapports d'essai sur les réseaux d'évacuation EU/EV/EP avant mise en service et décrits en art 6 du DTU60.1P1.1.2
- Mission fonctionnement : Résultats des mesures des débits de ventilation à toutes les bouches de soufflage et d'extraction
- Mission fonctionnement : résultats des essais des installations de chauffage et climatisation avant mise en service
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection

- Mission fonctionnement : bilan de puissance
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Documents administratifs : déclaration d'effectifs
- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu

Chauffage / climatisation / ventilation

- Appareil de Chauffage / Climatisation / Ventilation : PV ou Déclaration de conformité (Marquage CE)
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Correction acoustique conduit : PV de réaction au feu

SSI

- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

RÉGLEMENTATION ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE (RE2020)

- Note de calcul énergétique et environnementale complète (sortie logiciel)
- Attestation d'autocontrôles des entreprises sur la bonne exécution des ouvrages (Isolation, étanchéité à l'air...)
- Résultat d'étanchéité des réseaux aérauliques (Uniquement si une classe autre que par défaut et saisie dans le NDC)
- Résultat des essais de perméabilité à l'air (Habitation et Bureaux/ Enseignement primaire et secondaire < 3000m²)
- Récapitulatif standardisé d'étude énergétique et environnementale "PARTIE ENERGETIQUE"
- Récapitulatif standardisé d'étude énergétique et environnementale "PARTIE ENVIRONNEMENTALE"
- Attestation de la prise en compte de la réglementation environnementale RE2020 à l'achèvement des travaux
- Attestation de pose d'isolants mis en place en fin de chantier

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Isolation acoustique - autre établissement
- Fonctionnement des installations
- Réglementation Environnementale : RE2020
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE	AF	<p>Étude de sol G2 PRO De ECR Environnement Dossier n° 7603740 indice 0 du 10 juillet 2025.</p> <p>Lithologie : - Remblai / terre végétal - jusqu'à 1 m TN - Limons marrons, limon argileux marron à argile limoneuse marron à silex - jusqu'à 7 m. - Argile à silex marron orangé - jusqu'à 9,5 m - Substratum crayeux - jusqu'à 10 m et +</p> <p>Préconisation : Couche de forme sous radier - Purge terre végétal - Purges des éventuels poches médiocres ou détériorés - Compactage du fond de forme - Mise en place d'un géotextile anti-contaminant - Mise en œuvre d'une couche de forme</p>
	TERRASSEMENTS	AF	<p>Bâtiment : - Couche en GNT 2 - 0/80 de type A - épaisseur 40 cm - Couche en GNT 2 - 0/31.5 de type A - Épaisseur 10 cm</p> <p>Voirie PL : - Couche en GNT 2 - 0/80 de type A - épaisseur 50 cm - Couche en GNT 2 - 0/31.5 de type A - Épaisseur 15 cm</p> <p>Voirie VL et moto : - Couche en GNT drainante - 20/40 de type A - Épaisseur 40 cm - Couche en GNT 2 - 0/80 de type A - épaisseur 40 cm - Couche en GNT 2 - 0/31.5 de type A - Épaisseur 15 cm</p>
	VOIRIES	AS	<p>Un essai à la plaque sera à nous communiquer à la fin de chaque couche, et non pas la couche finale uniquement.</p>
		AF	<p><u>Hypothèses Trafic :</u> Trafic cumulé PL : 243236 Moyenne journalière annuelle : 28 Taux d'accroissement Arithmétique : 0.02 Durée de service : 20 ans</p> <p>Pour rappel, la couche de roulement est hors mission (voir ci-dessous)</p> <p>Composition : - Grave bitume classe 3 - Épaisseur 9 cm - Couche d'accrochage (Hors mission) - Revêtement BBSG 0/10 classe 3 Épaisseur 7 cm (Hors mission)</p>
		AS	<p>L'étude de sol ne traite pas de la voirie, une étude spécifique sera à nous communiquer en fonction des sondages réalisés.</p>
	FONDATIIONS	AF	<p>Radier béton avec bêche périphérique hydrofuge.</p> <p>Compris : - Sablons de 2 à 3 cm - Film polyéthylène de 150 ym</p>
		AS	<p>Justification par note de calcul</p> <p>Au vue de l'hétérogénéité du site, l'entreprise devra nous communiquer un autocontrôle du fond de fouille, confirmant l'absence de point dur ou mou.</p> <p>En cas de constat de poche hétérogène, l'entreprise devra nous proposer une éventuel substitution, ou modification de l'altimétrie du radier.</p>
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE	AF	<p>Maçonnerie en brique de terre cuite et/ou béton de 0,2m d'épaisseur.</p> <p>Inclus chaînage horizontaux, verticaux, rampant en pointe de pignon et arase étanche en mortier hydrofuge.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	CONSTRUCTION EN BOIS	AF	Fermettes industrielles Compris élément de fixation, stabilité et liaison avec le lot GO.
	CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS		
	Dispositions constructives particulières Barrières à l'eau et à la vapeur		
	COUVERTURE / ZINGUERIE	AF	Couverture sèche Compris traitement des points singuliers
	FACADES ET PIGNONS	AF	Enduit sur maçonnerie. Compris renfort (changement de matériaux et point singulier). Parement en plaquettes de briques par simple ou double collage Conforme DTU 52.2 Bardage en profils claire-voie en bois massif Bois classe 3b Sous avis technique Bardage métallique simple peau.
	BARDAGES, VETURES, VETAGE (avec lame d'air ventilée)		
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE	AF	Menuiserie métallique Acier galvanisé Classement : A3 E3b Vc2 Brise soleil avec lame en bois classe 3 minimum élément métallique de fixation en acier inoxydable.
		AS	Une attention particulière sur les modes de fixation des brise-soleil sera à prévoir par l'entreprise, afin d'éviter au maximum les risques de stagnation d'eau.
	REVETEMENTS	AF	Chape thermos-acoustique (Hors local entretien / Stockage piste / local déchet). Carrelage en grès cérame Classement : U4 P4 E3 C2
	REVETEMENTS DE SOL		
	Carrelages		
	Dispositions particulières Locaux des Grandes Surfaces ou à charges d'exploitation élevées		
	PARTITIONS	AS	Doublage / Cloison / Faux plafond Mur mobile Rail fixé sur ossature métallique (IPE 180) (indépendant des fermettes bois). Absence d'information sur la flèche maximum autorisé pour le profil métallique du mur mobile.

VIII.2 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant		Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements		Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)		Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 2	<p>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</p> <p>I. - Usages attendus</p> <ul style="list-style-type: none"> - cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment - entrée dissociée en cas d'impossibilité avec signalisation et ouverture pour tous (aux heures d'ouverture public) - place PMR à proximité de l'entrée si le cheminement depuis l'accès au terrain n'est pas possible <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>1° Repérage et guidage</p> <ul style="list-style-type: none"> - signalisation adaptée dès l'entrée du terrain et là où un choix d'itinéraire est donné - revêtement du cheminement présentant un contraste visuel et tactile pour le cheminement ou mise en place d'un repère continu tactile et visuellement contrasté Si usage de bandes de guidages Conformées à l'annexe 6 (nervures en relief, largeur suffisante, contraste visuel, non glissante, non déformable, sans gêne pour PMR) ou application de la norme NF P 98-352 :2015 <p>2° Caractéristiques dimensionnelles :</p> <p>a) Profil en long</p> <p>Pente $\leq 6\%$ (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente $\geq 5\%$</p> <p>Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné</p> <p>Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m</p> <p>Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit</p> <p>Un plan incliné ne présente par de ressaut, ni en haut, ni en bas (sauf seuil et pas de porte)</p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur minimale 1,20m</p> <p>Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m</p> <p>Dévers $\leq 3\%$</p> <p>c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour ($\varnothing=1,50m$) là où un choix de cheminement est donné ainsi que devant les portes d'entrée desservies par cheminement accessible comportant un système de contrôle d'accès</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique</p> <p>3° Sécurité d'usage</p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p>	AF	Pente < 2,5%

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 3	<p>Trous et fente de dimension inférieure à 2cm</p> <p>Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).</p> <p>Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm :</p> <p>Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) de détection à la canne blanche selon annexe 4</p> <p>En cas de remplacement ou d'installation de poteaux ou bornes: respect du gabarit annexe 5</p> <p>Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>Repérage des vides accessibles sous escaliers</p> <p>Repérage des parois vitrées</p> <p>Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance: conforme à l'annexe 7 ou norme NF P 98-351</p> <p>Signalisation au croisement d'un cheminement véhicule</p> <p>Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (20 lux)</p> <p>Feux tricolores équipés de répéteurs de phase conformes à l'annexe 8 ou à la NF S 32-002</p> <p>Dispositions relatives au stationnement automobile</p> <p>I. - Usage attendu</p> <p>Places localisées à proximité de l'entrée du bâtiment, du hall ou de l'ascenseur</p> <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>1° Situation</p> <p>Places nouvellement créées localisées à proximité de l'entrée du bâtiment, du hall ou de l'ascenseur</p> <p>Place nouvellement créées reliées à l'entrée, la sortie accessible, l'accueil ou l'ascenseur par un cheminement accessible (hors dispositions relatives au repérage et au guidage)</p> <p>Parcs enterrés ou aériens les places PMR peuvent être sur les deux niveaux les plus près de la surface</p> <p>2° Repérage</p> <p>Marquage au sol et signalisation verticale</p> <p>3° Nombre</p> <p>2% des places publiques si moins de 500 places sont prévues</p> <p>Au moins 10 places et définition par arrêté municipale au-delà de 500 places prévues</p> <p>4° Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Espace horizontal au dévers près de 3%</p> <p>Places nouvellement créées Largeur 3,30m et longueur 5 m</p> <p>En cas de travaux ou places créées pour places en épi ou bataille surlongueur 1,20 m matérialisée sur voie pour possibilité de sortir par l'arrière du véhicule</p>	AF	2 Places PMR à l'entrée de la parcelle

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.4	<p>5° Atteinte et usage</p> <p>En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes. Sans vision directe : signal sonore et visuel sur le dispositif d'accès, interphonie avec visualisation du conducteur pour le personnel.</p> <p>En cas d'installation neuve ou de remplacement d'appareil d'interphonie : boucle d'induction magnétique conforme à l'annexe 9 ou norme NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies</p> <p>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</p> <p>I. - Usage attendu</p> <p>Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur.</p> <p>En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple</p> <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>1° Accès</p> <p>Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition)</p> <p>Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle</p> <p>Caractéristiques rampe :</p> <p>Supportant 300 kg</p> <p>Pentes $\leq 6\%$ (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Suffisamment large</p> <p>Non glissante</p> <p>Contrastée / environnement</p> <p>avec matériaux opaques</p> <p>Absence de vides latéraux pour rampe inclinée permanente</p> <p>Dispositif permettant de se signaler au personnel en cas de rampe amovible (sonnette à minima) Situé à proximité de la porte d'entrée Facilement repérable, visuellement contrasté, identifié Indiquant l'état de fonctionnement si rampe automatique Implanté entre 90cm et 130 cm et à 40 cm d'obstacle</p> <p>Personnel formé à la manipulation de la rampe amovible</p> <p>2° Repérage</p> <p>Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)</p> <p>Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée</p> <p>En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé</p> <p>3° Atteinte et usage</p> <p>Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)</p> <p>Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles autres qu'électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)</p> <p>Système d'ouverture électrique des portes utilisable en position debout ou assise</p> <p>Système d'ouverture non électrique des portes utilisable en position debout ou assise</p> <p>Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment</p> <p>Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès</p>	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 5	En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes. Sans vision directe : interphonie avec visualisation. En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies		
	Dispositions relatives à l'accueil du public		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée	HM	Aménagement mobilier hors mission
	Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle	HM	Aménagement mobilier hors mission
	Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Banques d'accueil et mobilier en faisant office utilisables assis ou debout avec communication visuelle	HM	Aménagement mobilier hors mission
	Equipement destiné à lire, écrire ou utiliser un clavier (hauteur maximale 0,80m, vide en partie inférieure 0,30m x 0,60m x 0,70m)	HM	Aménagement mobilier hors mission
	Si accueil sonorisé (si renouvellement ou installation): obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique selon annexe 9 ou conforme à la norme NF EN 60118-4 avec pictogramme correspondant	HM	Aménagement mobilier hors mission
Art. 6	BIM obligatoire pour ERP avec mission de service public et ERP de 1ère et 2ème catégorie	SO	
	Eclairage du poste d'accueil selon art 14 (200 lux)	AS	Si présence d'un poste d'accueil, la puissance de l'éclairage doit être de 200 lux minimum.
	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales		
	I. - Usage attendu		
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	AF	
	Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles :		
	a) Profil en long		
	Pente ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)	SO	
	Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 5%	SO	
	Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné	AF	
	Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m	SO	
	Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit	PM	
	b) Profil en travers		
	Largeur minimale 1,20m (allées structurantes)	AF	
	Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m	AF	
	Dévers ≤ 3%	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>c) Profil en travers (allées non structurantes)</p> <p>Largeur minimale 1,05m au sol et 0,90m mini au-dessus de 20 cm du sol</p> <p>Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour (ø=1,50m) tous les 6m et aux croisements des allées non structurantes</p> <p>Dévers ≤ 3%</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p>	
	<p>d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnantes sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique</p>	<p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	
	2° Sécurité d'usage		
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	SO	
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	AF	
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm :	AF	
	Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4		
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	SO	
	Repérage des parois vitrées	SO	
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance :	SO	
	Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage)		
	ou norme NF P 98-351		
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	AF	100 lux dans les circulations
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	SO	
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	I. - Usage attendu		
	Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	
	Absence de gêne visuelle ou sonore	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.10	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	SO	Plafond acoustique AlphaW = 0,95
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	AF	
	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		
	I. - Usage attendu		
	Repérage des portes vitrées	AF	
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	SO	
	Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
Art. 11	1° Caractéristiques dimensionnelles		Vitrophanie à +1,1 et 1,6 m
	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	SO	
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile)	AF	
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile)	AF	
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	AF	
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	SO	
	2° Atteinte et usage		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	SO	
Art. 12	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	SO	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	AF	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	SO	
	3° Sécurité d'usage		
	En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement	SO	
	Repérage des portes vitrées	AF	
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.	SO	
	Dispositions relatives aux sanitaires		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance	AF	
	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	AF	
	Respect de la séparation par sexe non obligatoire. Accès au sanitaire PMR « mixte » depuis une circulation commune avec signalisation	SO	
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débattement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre (ø= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte	AF	
	2° Atteinte et usage		
	Dispositif de fermeture de porte	AF	
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m	AF	
	Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	AF	
	Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	AF	
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis	AF	
Art. 14	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	
	Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
	Dispositions relatives aux sorties		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	AF	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	SO	
	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. - Usage attendu		
	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :		
	des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux,	AS	Absence d'information sur l'éclairage du cheminement extérieur Si présence d'un poste d'accueil, la puissance de l'éclairage doit être de 200 lux minimum.
	des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux,	AS	
	des circulations intérieures horizontales : 100 lux,	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	des escaliers et équipements mobiles : 150 lux des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux. Autres dispositions : Extinction progressive en cas de temporisation Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique	SO AS AS	Absence d'information sur l'éclairage du cheminement extérieur Le CCTP mentionne des détecteur de présence pour la lumière (CCTP lot 7 § 1.111.5) : - Nous préciser la localisation de cet / ces éclairage(s). - Nous rappelons que l'extinction des éclairages temporisés doit être progressive pour les espaces accessibles au public.
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art. 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	SO	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	SO	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français	SO	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.3 - Isolation acoustique - autre établissement

Mission sans objet: Absence d'étude acoustique fixant un référentiel exploitable.

VIII.4 - Fonctionnement des installations

ETENDUE DE LA MISSION

La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées en référentiel ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises. A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

REFERENTIELS

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, sont définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG ; norme EN 16933-2
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;
- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>GENERALITES</p> <p>Existence de prescriptions techniques contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du contrat de contrôle technique.</p> <p>RESEAUX EXTERIEURS : CONDUITES D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU</p> <p>2.1 Présence d'un plan d'assurance qualité (PAQ)</p> <p>2.1 Fourniture des plans d'exécution, et des spécifications techniques détaillées.</p> <p>Titre II Qualité des matériaux et fournitures</p> <p>Dimensionnement des réseaux justifié par note de calcul</p> <p>Art 45 Branchement situé entre la conduite publique et le point de livraison de l'eau à l'usager</p> <p>Art 47 Raccordement des conduites de distribution des appareils comportant des prises incendie au moins égal au diamètre de la plus grosse prise.</p> <p>Art 47 Essais des bornes fontaines/ Bouches de lavage / Poteaux et bouches d'incendie</p> <p>Art 63 Epreuves et essais des conduits sous pression</p> <p>Art 65 Vérification des conduits avant remblaiement</p> <p>Art 70 Nettoyage, désinfection des conduites, prélèvements de contrôles et essais d'analyse en laboratoire</p> <p>RESEAUX EXTERIEURS : EVACUATION DES EAUX USEES ET PLUVIALES</p> <p>Titre I Réseaux d'assainissement</p> <p>Chap II Qualité des matériaux et fournitures</p> <p>Fourniture des plans d'exécution du réseau avec implantation des ouvrages complémentaires (regards, boîtes de branchements, avaloirs), diamètres intérieurs des tuyaux.</p> <p>III.1.2 Justification du dimensionnement du réseau par note de calcul.</p> <p>III.1.3 Présence d'un regard de visite tous les 80 m maximum</p> <p>Présence de regards aux changements de direction, pente, diamètre</p> <p>III.2.1 Températures et caractéristiques chimiques des effluents</p> <p>V.1.1 Présence d'un plan d'assurance qualité (PAQ)</p> <p>V.10 Les canalisations de branchement ont un diamètre inférieur à celui de la canalisation principale à laquelle elles se raccordent</p> <p>Les branchements gravitaires ne doivent pas être réalisés en diamètre nominal inférieur à 150 mm</p> <p>VI.1.1 Examens préalables à la réception</p> <p>Titre II Ouvrages de recueil, de restitution, et de stockage des eaux pluviales</p> <p>I.4 Présence d'un plan d'assurance qualité (PAQ)</p> <p>II.1 Qualité des matériaux et produits</p> <p>III.2 Présence d'une étude géotechnique et hydrogéologique visant la mise en place de l'ouvrage et conformité du CCTP à cette étude.</p> <p>III.2 Justification par note de calcul du dimensionnement de l'ouvrage de recueil/stockage/restitution/ré infiltration des eaux pluviales.</p> <p>V.1 Examens préalables à la réception</p>		<p>Référentiel : Articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau</p> <p>PM Voir §VII Documents à transmettre</p> <p>PM Voir §VII Documents à transmettre</p> <p>HM Il appartient à l'entreprise d'effectuer les vérifications imposées par l'art 65 du fascicule 71.</p> <p>HM A la charge de l'entreprise et du maître d'ouvrage. Il est rappelé que la mission F ne vise pas la contamination bactériologique.</p> <p>Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau Articles concernés par la mission et figurant en Fascicule 70 ouvrages d'assainissement/ réseaux</p> <p>PM</p> <p>Articles concernés par la mission et figurant en Titre II Fascicule 70 ouvrages de recueil, de stockage et de restitution des eaux pluviales (Concerne les bassins, noues et fossés, tranchées et puits d'infiltration des eaux pluviales, chaussées à structure réservoir)</p> <p>PM</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Système d'assainissement non collectif. B.9 Rapport de conception 4.3.1 Dimension du bac dégraisseur de prétraitement 4.3.2 Dimension de la fosse septique de traitement primaire 4.3.3 Caractéristiques et dimensionnement du traitement secondaire par tranchées et lits d'épandage. 4.3.3 Caractéristiques et dimensionnement du traitement secondaire par filtre à sable 7 canalisations d'évacuation des eaux usées domestiques, de la sortie à l'extérieur du bâtiment vers les dispositifs de prétraitement et de traitement (pente minimale de 2%/ absence de coudes à angle droit, présence d'une boîte ou jonction de visite) 8.4.2 Ventilation de fosse septique : entrée d'air est assurée par la canalisation de chute des eaux usées prolongée en ventilation primaire dans son diamètre (100 mm minimum) jusqu'à l'air libre, à l'extérieur et au-dessus des locaux habités. 8.4.3 évacués par un système de ventilation muni d'un extracteur statique ou éolien situé au minimum à 0,40 m au-dessus du faitage et à au moins 1 m de tout ouvrant et toute autre ventilation. 9.2 Traitement secondaire : canalisations de distribution d'au moins 100 mm 10.1 Tuyau entre la fosse septique et la boîte de répartition avant traitement secondaire avec pente minimale de 2 % 10.1.3.2 Tuyaux de raccordement et tuyaux d'épandage avec coudes 90° grand rayon ou 2 coudes à 45° 10.2 Constitution des tranchées d'épandage, des lits d'épandage, des filtres à sable ASCENSEURS, TROTTOIRS ROULANTS, ESCALIERS MECANIQUES Exigence de marquage CE prévu au marché pour les équipements neufs Installations existantes Paramètres de performance en termes de gestion du trafic des ascenseurs, trottoirs roulants, escaliers mécaniques INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES AU BATIMENT		Articles concernés par la mission et figurant en NF DTU 64.1
NF C15-100 Art 535	Sélectivité des dispositifs de protection, lorsqu'elle est nécessaire pour des installations de sécurité ou pour des conditions d'exploitations particulières	AF	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans la norme NFC 15-100. Il est rappelé que seules les installations intérieures au bâtiment et en courant fort sont concernées par la mission F. Prévu au CCTP Lot n°7 Electricité : - Sélectivité Verticale et horizontale de l'ensemble des protections. - Sélectivité ampèremétrique et chronométrique de l'ensemble des protections. - Aucune filiation de l'ensemble des protections. - Les circuits éclairage, prise de courant et force sont indépendants et séparés au niveau de la distribution et des protections. D'une façon générale, l'installation se subdivise en circuits principaux, en circuits divisionnaires et circuits terminaux. - Circuits différentiels distincts entre les locaux, les circulations. - Disjoncteurs 2 x 16 A (pour 8 PC).- Disjoncteurs 2 x 10 A (8 appareils par disjoncteurs).
NF C15-100 Art 525	Chute de tension dans l'installation	AF	Prévus au CCTP Lot n°7 Electricité : Installations alimentées directement par un branchement à basse tension, à partir d'un réseau de distribution publique à basse tension : - 3% éclairage. - 5% autres usages.
NF C15-100 Art 515.2	Indépendance des matériels	SO	
NF C15-100 Art 330.1.1	Perturbation à basses fréquences, variation de tension, courant de démarrage, courants harmoniques, déséquilibre de tension...	PM	Concerne le déséquilibre de tension.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
NF C15-100 Art 330.1.2	Surtensions d'origine atmosphérique	HM	Non concerné par notre mission de contrôle technique.
NF C15-100 Art 330.1.2	Autres perturbation à hautes fréquences, surtensions transitoires...	SO	
NF C15-100 Art 330.1.3	Autres perturbations, composantes continues, courants de fuites	PM	Afin de limiter les déclenchements indésirables sur les circuits prises de courants, il est préférable de subdiviser les circuits pour limiter les courants de fuites à des valeurs inférieures à 15mA. (Soit moins de dix appareils et périphériques par différentiel)
	Bilan de puissance	AS	Mission Fonctionnement - Electricité : L'installation doit être prévue selon un bilan de puissance à déterminer.
	Dimensionnement de l'installation justifié par note de calcul	PM	Prévu au CCTP Lot n°7 Electricité : - Puissance de 90kVA (à confirmer en phase étude). - COEFFICIENT D'UTILISATION : égal à 1.
		AS	Mission Fonctionnement - Electricité : L'installation doit être dimensionnée selon une note de calcul.
		PM	Prévu au CCTP Lot n°7 Electricité : -Icc de 20kA aux bornes amont du disjoncteur de branchement, pour le dimensionnement du matériel (Evolution future). - Coefficient à prendre en compte pour dimensionnement des câbles sur chemins de câble : 2 couches (maxi) et 5 circuits actifs.
CCH Art R113-6	Recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables : Installations dimensionnées à minima pour desservir le nombre de places prévues aux articles L113-12 et R113-6 du CCH, avec une puissance unitaire minimales de PIRVE (hors pilotage) conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 23 décembre 2020, selon les parcs de stationnement résidentiels ou non résidentiels.		(Pour les projets de construction avec PC>11/03/2021). Le dimensionnement doit respecter les dispositions de l'arrêté du 23 décembre 2020.
	DISTRIBUTION D'EAU FROIDE SANITAIRE, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Code de la santé publique / NF DTU 60.11 / arrêté du 23/06/78 Il est rappelé que les aléas portant sur la contamination bactériologique ne sont pas visés par la mission F.
R1321-58	La hauteur piézométrique de l'eau distribuée par les réseaux intérieurs doit, pour chaque réseau et en tout point de mise à disposition, être au moins égale à trois mètres, à l'heure de pointe de consommation.	AF	
P11-3.1	Vitesse de l'eau dans les conduits pour le dimensionnement des réseaux	AF	
P11-3.1	Pression statique limitée à 4 bar	AF	
P11-3.1	Dans le collectif, pression minimale de 1 bar à l'entrée de chacun des logements	SO	
P11-3.2	Diamètre intérieur minimum des canalisations d'alimentation des appareils pris individuellement.	AF	
P11-3.2	Dimensionnement des réseaux selon le DTU 60.11P1.1	AF	
	Mode de production d'eau chaude sanitaire	AF	
	Dimensionnement des installations de production d'eau chaude sanitaire	AF	
P12-5	Dimensionnement du réseau bouclé d'eau chaude sanitaire	SO	
DTU 60.1	Autocontrôles et essais	PM	
DTU 60.1	Rinçage et désinfection des réseaux	HM	Il est rappelé que les aléas portant sur la contamination bactériologique ne sont pas visés par la mission F.
Ar23-06-78 art36	Limitation de la température de l'eau aux points de puisage (art 36§1)	AF	
	Dispositions de l' art 36§2 visant à la limitation du développement de légionnelles.	HM	Il est rappelé que les aléas portant sur le développement des légionnelles ne sont pas visés par la mission F.
	EVACUATION DES EAUX USEES ET DES EAUX VANNES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.1P112 et NF DTU 60.11P2

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DTU60.1 P112	Les eaux usées et pluviales doivent être évacuées selon le système séparatif, et peuvent être rassemblées seulement à l'extérieur du bâtiment.	AF	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.11.P3 et du DTU 60.1P112
DTU 60.11P2 5.3	Diamètres de raccordement minimum des appareils	AF	
	Diamètre de raccordement minimum de plusieurs appareils, colonnes de chute, collecteurs	SO	
DTU 60.11P2 6.1	Conduite de raccordement des appareils limitée à 10 m, 3 coudes à 90°, pente minimale de 1%, dénivellation maximale de 1m	AF	
DTU 60.11P2 6.2	Diamètre constant des colonnes de chute	SO	
DTU 60.11P2 6.2	Ventilation de chute de même diamètre que la colonne et débouchant jusqu'à l'air libre et au-dessus des locaux habités.	AF	
	Mise en place de clapet équilibreur de pression	SO	
DTU 60.11P2 6.3	Pente minimale des collecteurs (1%)	AF	
DTU60.1 P112	Essais avant mise en service.	PM	
	EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT		
DTU60.1 1P3-5.2	Dimensionnement des gouttières et chéneaux	AF	Le dimensionnement des entrées d'eau pluviale des toitures étanchées (art 5.4.2 du DTU 60.11.P3) est contrôlé dans le cadre de la mission L.
DTU60.1 1P3-5.4 - 5.7	Dimensionnement des EEP	PM	
	Dimensionnement des descentes et collecteurs	AF	
	Cas des systèmes avec conduite en charge	SO	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 "fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau" ; articles concernés par la mission et figurant aux articles 63 à 65 du règlement sanitaire départementale.
DTU60.1 P112	Essais avant mise en service.	PM	
	VENTILATION DES LOCAUX AUTRES QUE HABITATION		
	Généralités		Les débits et volumes ci après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés. Pour ces personnes les débits sont décrits en code du travail. Les conditions d'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
Art 63.1	Dispositions de caractère général	AF	
	Implantation des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur: A au moins 8 mètres de toute source éventuelle de pollution Ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible. Si une grande quantité d'air pollué (extraction d'air de parking souterrain) des dispositions plus strictes peuvent être prises par les autorités compétentes Implantation des rejets d'air vicié vers l'extérieur: A au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagement tel qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.	AF SO AF	
Art 63.2	Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux L'air provenant des locaux à pollution non spécifique peut éventuellement traverser vers d'autres locaux : Des locaux de circulation Des locaux peu occupés (archives, dépôts) Des locaux à pollution spécifique	AF	Mission F-THERMIQUE : Plans, dossier technique et note de calcul ventilation à fournir pour avis.
	Ventilation mécanique		
Art 64.1	Locaux à pollution non spécifique	AS	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 65	Le débit d'air neuf minimal est conforme à la destination des locaux.	AF	<p>Examen PL 1 : 90 m3/h, <input type="checkbox"/> Examen PL 2 : 90 m3/h, <input type="checkbox"/> Bureau : 25 m3/h, <input type="checkbox"/> Espace de convivialité : 90 m3/h, <input type="checkbox"/> Sanitaires : 30 m3/h, <input type="checkbox"/> Local ménage : 30 m3/h.</p>
	Dans les locaux où il est interdit de fumer, la teneur maximale en dioxyde de carbone est 1‰ (tolérance de 1,3 ‰)	AF	
	Lors de l'occupation des locaux, la ventilation peut être arrêtée si celle-ci est remise en marche avant occupation des locaux et maintenue un temps suffisant après	AF	
	L'air neuf entrant dans ces locaux ne transite pas par d'autres locaux	AF	
	L'air neuf peut être mélangé à l'air recyclé sans que cela puisse réduire le débit minimal d'air neuf.	SO	
	Le recyclage par groupe de locaux est possible s'il ne concerne pas des locaux à pollution spécifique et si l'air est filtré.	SO	
	Prescription relatives aux installations et à leur fonctionnement		
	Introduction de l'air mécanique : Pour l'air neuf, présence d'un filtre d'un rendement de 90% au test gravimétrique	SO	
	Pour l'air recyclé, présence d'un filtre d'un rendement de 95% au test gravimétrique	SO	
	L'encrassement des filtres doit pouvoir être contrôlé en permanence	SO	
	Tous les dispositifs de traitement de l'air autres que ceux destinés à la filtration doivent faire l'objet d'un examen par l'autorité compétente et d'un avis du conseil supérieur d'hygiène public de France	SO	
	Le circuit d'amené d'air doit être nettoyé avant la première mise en service.	HM	
	Mesure des débits de ventilation		
	VENTILATION DES LOCAUX RECEVANT DES TRAVAILLEURS		
R4212-1	Conception Les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner doivent satisfaire aux dispositions des articles R 4222-1 à R 4222-17	PM	<p>Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F</p>
R4222-6	Débit minimal d'air neuf pour les dispositifs de ventilation mécanique :	AF	
	Débit minimal d'air neuf à introduire par occupant : -bureaux, locaux sans travail physique 25m3/h -Restauration, locaux de vente, réunion 30m3/h -Ateliers et locaux travail physique léger 45m3/h -Autres ateliers et locaux 60m3/h	AF	
R4222-7	Occupation épisodique : Les circulations et locaux occupés de manière épisodiques peuvent être ventilés, par l'intermédiaire des locaux adjacents à pollution non spécifique sur lesquels ils ouvrent.	AF	
R4222-8	Traitement de l'air	SO	
R4222-9	Il est interdit d'envoyer après recyclage, dans un local à pollution non spécifique, l'air pollué d'un local à pollution spécifique	SO	
	Mesure des débits de ventilation	PM	
	SYSTEMES DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION		
R241-26 à 29	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux du code de l'énergie	AF	
R4213-7 à R4213-9	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux de travail.	AF	
	Dimensionnement des installations de chauffage et climatisation	AS	<p>Mission F-THERMIQUE : La constitution d'une note de calcul justifiant le dimensionnement des installations de chauffage et climatisation doit être prévue au marché. Ce document est à communiquer. Il doit prendre en compte les calculs de déperditions réalisés conformément à la norme NF EN 12831 et à son complément national NFP52-612/CN</p>
	Essais à la mise en service	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
-----	--------------------------	------	--------------

VIII.5 - Réglementation Environnementale : RE2020

OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission TH (Partie Énergétique), sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire de la construction neuve achevée ou du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

RÉFÉRENTIEL:

- Articles R172-1 à R172-13 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages neufs ;
- Articles R173-1 à R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Arrêté du 4 août 2021 modifié relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine et portant approbation de la méthode de calcul prévue à l'article R172-6 du Code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 6 avril 2022 modifiant les arrêtés pris en application des articles R. 122-22 à R. 122-25 et R. 172-1 à R. 172-9 du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 22 décembre 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions temporaires ou de petite surface
- Décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine
- Décret n° 2022-305 du 1er mars 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments de bureaux et d'enseignement
- Décret n° 2022-1516 du 3 décembre 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions temporaires

§

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Planchers hauts	AF	Plafond sous combles IBR revêtu kraft 200mm - R = 5.00 Placoplâtre BA13
	Menuiseries vitrées	AF	Plafond sous combles avec faux plafond IBR revêtu kraft 200mm - R = 5.00 IBR phonic kraft 60mm - R = 1.5 Placoplâtre BA13 M01 2.0m x 1.50m ALU - U = 1.41 W/m².K - Sw = 0.45 - TL = 0.61 M02 1.3m x 0.90m ALU - U = 1.49 W/m².K - Sw = 0.42 - TL = 0.57 M03 2.5m x 2.80m ALU - U = 1.50 W/m².K - Sw = 0.42 - TL = 0.56 M04 2.2m x 2.80m ALU - U = 1.48 W/m².K - Sw = 0.41 - TL = 0.56 Porte bois intérieur - U = 4 W/m².K Porte métallique 1 vantail - U = 1.5 W/m².K Porte métallique 2 vantaux - U = 1.4 W/m².K
	Ponts thermiques	AF	
	Inertie	AF	
	EQUIPEMENTS		
	Systèmes de chauffage	AF	PAC air/air
	Systèmes de refroidissement	AF	PAC air/air
	Systèmes d'eau chaude sanitaire	AF	Ballon électrique 30L
	Systèmes de ventilation	AF	Extraction simple flux
	Systèmes d'éclairage	AF	Bureau 10 W/m² Circulation 2 W/m² Salle de réunion 10 W/m² Sanitaires collectif 4 W/m²
	Système de production locale d'énergie	SO	
	Mobilité interne	SO	
Art 43	Application de Titre V	SO	
Art 17.I	Perméabilité à l'air du bâtiment Justification de la perméabilité à l'air du bâtiment soit par mesure conformément à la norme NF EN ISO 9972 soit par une démarche de qualité de l'étanchéité à l'air du bâtiment.	AS	Mission TH : En présence d'un tertiaire < 3000 m² soumis à la RE 2020 nous rappelons la nécessité de réaliser un test de perméabilité à l'air de l'enveloppe par un opérateur autorisé 8711. Rapport de test à fournir.
Art 17.II	Perméabilité des réseaux aérauliques Justification de la perméabilité à l'air des réseaux aérauliques sur le respect du fascicule de documentation FD E51-767 soit par une démarche de qualité de l'étanchéité à l'air des réseaux aérauliques.	AS	Mission TH : Rapport de test validant l'hypothèse de réseaux classe A à fournir.
	CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET EXIGENCES DE MOYEN (PAR ELEMENT) Bureaux et enseignement ($S \leq 3000 \text{ m}^2$) : Perméabilité Q4pa-surf = 1,7 m3/(h.m²)	AF	
	ISOLATION THERMIQUE		
Art 21	Parois entre partie de bâtiment à occupation continue et occupation discontinue : $U < 0,36 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$	AF	
Art 22	Afin d'éviter tout risque de dégradation physique ou microbiologique des matériaux : Le bâtiment doit respecter l'une des exigences ci-dessous : I. Il présente, en conditions hivernales, une température de surface au nu intérieur et au droit du nu intérieur de l'isolant, en tout point de ces surfaces, supérieure à 15 °C. II. Il répond simultanément au deux points ci-dessous : Ratio ψ des ponts thermiques inférieurs à $0,33 \text{ W/m}^2 \cdot \text{Sref} \cdot \text{K}$ Planchers intermédiaires : Coefficient $\psi_9 < 0,6 \text{ W/ml} \cdot \text{K}$	SO AF SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Confort d'été		
Art 24	Locaux autres qu'à occupation passagère : Facteur solaire des baies \leq Facteur solaire de référence.	AF	
Art 25	Locaux autres qu'à occupation passagère : Taux d'ouverture des baies 30% au moins et 10% pour les baies de grande hauteur ($h \geq 4m$)	AF	
	Consommation d'énergie		
Art 26	Respect de la gestion des automatismes engendrant une augmentation des consommations énergétiques.	AF	
Art 28	Autre que d'habitation : Les bâtiments sont équipés de système permettant de mesurer ou de calculer la consommation d'énergie selon la répartition suivante : - Chauffage par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct - Refroidissement par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct - Production d'ECS - Eclairage par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique - Réseau prises électriques par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique - Centrales de ventilation par centrale - Départ direct de plus de 80 Ampères	AS	Mission TH : Le bâtiments doit être équipé de système permettant de mesurer ou de calculer la consommation d'énergie selon la répartition suivante : - Chauffage par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct - Refroidissement par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct - Production d'ECS - Eclairage par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique - Réseau prises électriques par tranche de 500m ² de SURT ou par étage ou par tableau électrique - Centrales de ventilation par centrale - Départ direct de plus de 80 Ampères.
	Chauffage et refroidissement		
Art 29	Chauffage : Chaque local doit être muni d'un dispositif d'arrêt manuel et de réglage automatique en fonction de la température de ce local.	AF	
Art 30	Locaux à occupation discontinue : programmation 4 allures obligatoire. Ce dispositif ne peut être commun qu'à des locaux dont les horaires sont similaires et si la surface est $< 5000m^2$ SURT.	AF	
Art 31	Les réseaux collectifs de distribution à eau de chauffage et de refroidissement sont munis d'un organe d'équilibrage en pied de colonne et d'un dispositif permettant l'arrêt des pompes de circulation.	SO	
Art 32	Refroidissement : Chaque local doit être muni d'un dispositif d'arrêt manuel et de réglage automatique en fonction de la température de ce local.	AF	
Art 33	Dispositif de fermeture automatique sur les portes d'accès aux locaux refroidis.	AF	
Art 34	Avant émission finale dans le local, l'air n'est pas chauffé puis refroidi, ou inversement.	AF	
	Eclairage		
Art 35	Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les circulations et les parties communes par tranche de 100m ² et pour trois niveaux maximum pour les circulations verticales.	AF	
	Dispositif de mise en route automatique de l'éclairage interdit lorsque l'éclairage naturel est suffisant.	AF	
	Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairement au minimum réglementaire soit l'extinction dans les parcs de stationnement par tranche de 500m ² et par niveau.	SO	
Art 36-37	Autre que habitation : Tout local doit être équipé d'un dispositif d'allumage et d'extinction de l'éclairage manuel, ou automatique en fonction de la présence.	AF	
Art 38	Autre que habitation : dans un même local, les points éclairés artificiellement, qui sont placés à moins de 5 m d'une baie, sont commandés séparément des autres points d'éclairage dès que la puissance totale installée dans chacune de ces positions est supérieure à 200 W.	SO	
	Ventilation		
Art 39	Autre que habitation : la ventilation des locaux ou groupes de locaux ayant des occupations ou des usages nettement différents est assurée par des systèmes indépendants.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 40	Autre que habitation : tout dispositif de modification manuelle des débits d'air d'un local est temporisé.	AF	
Art 41 - Art 42	Modes d'application simplifiés en maison individuelle	SO	
Art 45 - Art 50-4	DISPOSITIONS DIVERSES	SO	

VIII.6 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Établissement à simple RdC

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : Branchement Basse-Tension à puissance surveillée, éclairage de sécurité par BAES
- Equipement d'alarme / SSI : Alarme type 4
- Moyens d'extinction fixes : Sans Objet
- Ventilation : VMC
- Chauffage : Pompe à chaleur
- Stockage combustible : Sans Objet
- Désenfumage : Sans Objet
- Cuisson : Sans Objet
- Ascenseur : Sans Objet

Date d'application du référentiel réglementaire : 19/06/2025

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Suivant article R2 : Sur déclaration du maître d'ouvrage

Effectif du public : 156 personnes

Effectif du personnel : 18 personnes

Effectif public + personnel : 174 personnes

5ème catégorie de type R

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Il n'a pas été communiqué de PV de commission de sécurité justifiant le classement.

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Non communiqué

Autres prescriptions particulières :

Non communiqué

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	AF	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AS AS PM	Nous communiquer l'arrêté de permis de construire. Nous communiquer les attendus de la commission de sécurité. En l'absence des attendus de la commission nous ne pouvons prendre en compte leurs éventuels prescriptions.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	SO	A respecter par l'exploitant.
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	Établissement à simple RdC, évacuation directe sur l'extérieure. Flash dans les sanitaires.
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	SO	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		Les certificats et Procès-Verbaux de conformité CE/NF sont à nous transmettre en phase d'exécution.
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	
GN 14	Matériels du SSI	PM	
GN 14	Matériels électriques	PM	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	PM	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 2	Etablissements assujettis	AF	Effectif public < 200 personnes. Suivant notice de sécurité.
PE 3	Calcul de l'effectif	AF	
PE 4	Vérifications techniques	AF	
Chapitre 2 - Règles Techniques			
Section I - Construction, Dégagements, Gaines			
PE 5	Structures	AF	Établissement à simple RdC. Absence de stabilité au feu.
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	SO	
PE 7	Accès des secours	AF	
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AF	Local poubel cloison CF 1h Porte CF 1/2h AS La localisation des plafonds CF 1h n'est pas décrite dans le CCTP. (à prévoir au niveau des locaux à risque).
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux		
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	SO	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	SO	
PE 11	Dégagements	AF	
PE11 §1	Généralités		
PE11 §2	Portes		
PE11 §3	Calcul des dégagements		
PE11 §4	Communication avec les tiers		
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"		
PE11 §6	Escaliers encloisonnés		
PE 12	Conduits et gaines		
Section II - Aménagements Intérieurs			
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	AF	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier			
AM 1	Généralités.	PM	
Section I – Produits et Matériaux de Parois			
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.		
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.		
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.		
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.		
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.		
AM 8	Produits d'isolation.		
Section II - Eléments de Décoration			
AM 9	Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements		
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 11	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables		
AM 12	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.		
AM 13	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.		
AM 14	Rideaux de scènes et d'estrades.		
AM 15	Cloisons coulissantes ou repliables.		
AM 16	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 17	Principe général.		
AM 18	Gros mobilier, agencement principal.		
AM 19	Planchers légers surélevés.		
AM 20	Rangées de sièges.		
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
PE 14 - PE14§3	Section III - Désenfumage	SO	
	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration		
PE 15	Règles d'installation et dispositions générales	SO	
PE 16	Grandes cuisines	SO	
PE 17	Offices de remise en température	SO	
PE 18	Ilots de cuisson installés dans les salles	SO	
PE 19	Appareils installés dans les locaux accessibles ou non au public		
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	AF	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	AF	PAC air / air à détente directe - Fluide R32
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	Conduits globalement M0 et accessoires M1. Absence de locaux à risque important où de cheminement au travers de parois d'isolement.
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	SO	
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AS	Mission SEI - Electricité :La référence au §413.1.6 de la NF C 15-100 dans le CCTP Lot 7 Electricité pour la réalisation d'une Liaison Equipotentielle Principale ne correspond pas à la version en vigueur.
		AS	Mission SEI - Electricité :Le seuil de 50 personnes cité dans le CCTP Lot 7 Electricité pour la mise en place d'un éclairage de sécurité d'évacuation dans un local est applicable pour les ERP du 1er groupe et non du 2ème groupe dans le cas présent.
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	SO	
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	HM	A la charge de l'exploitant

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 26§2	Colonnes sèches	SO	Alarme de type 4
PE 27	Alarme, alerte, consignes	AF	
PE 27§1	Présence du personnel		
PE 27§2	Alarme		
PE 27§3	Téléphone	AF	
PE27§4	Consignes	HM	
PE27§5	Instruction du personnel	HM	
PE27§6	Affichage des plans	HM	
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	Voir dispositions particulières du type X
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs		
	Textes applicables	PM	
	Les dispositions techniques des articles visant les établissements sportifs de la 4ème catégorie sont applicables aux établissements de 5ème catégorie.		

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Sécurité des occupants</p> <p>Implantation et caractéristiques des garde-corps</p> <p>Implantation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aux abords du bâtiment - En façade : allèges de baies, balcons, terrasses - Dans les cages d'escaliers , circulations, zones publiques - Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation 		
CCH L134-12			
NF P01-012 - 1988	<p>Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur de protection normale - Hauteur de protection réduite avec appui précaire - Eléments permettant l'agenouillement - Espacement entre éléments de remplissage 	HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF P01-012-2024	<p>Caractéristiques des éléments de protection</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hauteur - épaisseur - Risques d'appuis sur l'élément - Risques de dénivelés - Vides dans l'élément - risque de passage à travers - Résistance des éléments aux charges 		Le champ visé est celui des chutes accidentelles dans le cadre d'un usage normal
P01-013	<p>Résistance aux chocs de sécurité</p> <p>Résistance conventionnelle ou vérifiée par essais</p>		
NF E85-015	<p>Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obligation de garde-corps si risque de chute 50 cm - Hauteur de protection - Lisse intermédiaire, plinthe - Espace libre entre éléments de garde-corps. 	HM	Se référer à la mission L ou LP par ailleurs
DTU 39-P5	<p>Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité</p>		
Chapitre 4	<p>Protection contre les chutes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Façades : allèges et parois vitrées - Garde-corps 		
Chapitre 5	<p>Risque de blessure en cas de heurt</p> <ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes 		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> - Visualisation - Traitement des bords libres accessibles - Cas particulier : séparation des balcons - Cas particulier des établissements scolaires - Cas particulier des établissements sportifs couverts 		
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre Ouvrages inclinés Réceptacle au droit des passages traversants		
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture		
R4214-6	Parois transparentes ou translucides		
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13		
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents		
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées		
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber		
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93		
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails		
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge		
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants		
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
	Section 3 : Quais et rampes de déchargement		
R4214-18	Application des articles R4214-9 à R4214-12 aux quais extérieurs	HM	
R4214-19	Prise en compte des dimensions des charges transportées	HM	
R4214-20	Nombre et implantation des issues		
R4214-21	Rampes et quais disposés et aménagés de manière à éviter les risques de chute		
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	Il est fait référence dans le CCTP Lot n°7 Electricité CFO/CFA au Décret du 14 novembre 1988 abrogé et remplacé par le Décret 2010-1017 du 30/082010.
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AS	Mission SEI - Electricité : La référence au §413.1.6 de la NF C 15-100 dans le CCTP Lot 7 Electricité pour la réalisation d'une Liaison Equipotentielle Principale ne correspond pas à la version en vigueur.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	PM	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	SO	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	SO	
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	PM	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	PM	Les Procès-Verbaux de conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen sont à nous transmettre en phase d'exécution en fonction du fabricant retenu.
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et evacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation		
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents		
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents		
R4216-3	Isolement des Tiers		
R4216-4	Détermination de l'effectif		
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.		
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac		
R4227-6	Manoeuvre des portes		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements		
R4227-9	Conception escaliers		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols		
R4227-13	Signalisation des issues		
R4227-14	Eclairage de sécurité		
R4216-7	Saillies et dépôts		
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements		
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.		
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation		
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements		
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers		
	Section 3 Désenfumage		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers		
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel		
R4216-16	Voir arrêté d'application	PM	
	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables		
R4216-21-1	Dispositions générales pour la prévention des risques d'explosion (R4227-42)	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-21-2	Dispositions spécifiques relatives aux installations électriques		
R4216-23	Dispositions prises pour la conception des locaux		
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)		
R4216-25	Accès aux façades		
R4216-26	Protection des escaliers		
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs		
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent		
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application		
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs		
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire		
R4227-31	Accès et manipulation faciles		
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité		
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction		
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Arrêté du 5 Août 1992 Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol Art. 1 Généralités. Art. 2 Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction. Art. 3 Accessibilité des bâtiments. Art.4 Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures. Art.5 Plancher sur vide sanitaire non aménageable. Art.6 Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers. Art. 7 Recoupement des combles inaccessibles. Gainés et conduits. Art.8 Escaliers et ascenseurs encoisonnés Escaliers et ascenseurs à l'air libre Art. 9 Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encoisonnés Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail Art.10 Généralités. Art.11 Locaux et dégagements où un désenfumage est obligatoire. Art.12 Désenfumage naturel. Art.14 - Règles relatives aux systèmes de désenfumage naturel Art.14 - Alimentation électrique des installations de désenfumage mécanique. Art.14 Atrium : règles de construction suivant l'IT 263 Art.14 Atrium : principes de désenfumage suivant IT 263 Art.15 Vérification des installations de désenfumage. Arrêté du 23/02/2018 Installations de Gaz Organe de coupure Alimentation en gaz Ventilation des locaux Évacuation des produits de combustion DETECTEURS DE FUMÉE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013 Art 3 décret 2011-36 Obligation pour tout logement à compter du 8 mars 2015. R142-3 Détecteurs sous la responsabilité du propriétaire pour les logements attribués ou loués en raison de l'exercice d'une fonction ou d'un emploi. R142-3 Entretien des détecteurs sous la responsabilité de l'occupant R142-2 Présence d'au moins un détecteur par logement.		
		PM	Y compris logement de fonction ou occupé en raison de l'exercice d'un emploi.
		PM	Les avis sont donnés au regard de la réglementation applicable mais la responsabilité de l'installation, la mise sous tension et l'entretien incombent au propriétaire.
		HM	L'entretien des détecteurs est à respecter par l'occupant

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R142-2	Implantation de préférence dans la circulation ou le dégagement desservant les chambres, à proximité du point le plus haut et à distance des autres parois et des sources de vapeurs.		
Art 2	Conformité des détecteurs prévus à l'article 2 de l'arrêté du 5/2/2013		
Art 3	Interdiction des détecteurs utilisant l'ionisation.		A respecter également en exploitation.
Art 4	Marquage CE		
Art 6	Interdiction d'installer des détecteurs autonomes avertisseurs de fumée dans les parties communes.		A respecter également en exploitation.
R142-2	Mise sous tension, surveillance, entretien.	HM	
R142-5	Attestation à l'assureur.	HM	
Décret n° 2003-296	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS Communication des prescriptions établies par la personne compétente en radioprotection. Compatibilité des dispositions constructives prévues avec les prescriptions établie par la personne compétente en radioprotection. Contrôles relatifs à la radioprotection et à la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants prévus par le code du travail et le code de la santé publique (contrôles à la livraison, mise en service, après modifications...).	HM	
Arrêté du 21/12/19 93	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL Section 1 - Définitions ART. 1 Définitions pour l'application du présent arrêté. Section 2 - Installations nouvelles ART. 2 Prescriptions relatives aux installations nouvelles de portes ou portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail destinées au passage de véhicules. ART. 3 Dispositions à prendre pour toute nouvelle installation de porte et portail automatique ou semi-automatique sur les lieux de travail. ART. 4 Exigences complémentaires relatives aux portes automatiques pour piétons sur les lieux de travail. Section 3 - Installations existantes ART. 5 Dispositions relatives aux installations de portes ou portails automatiques et semi-automatiques destinées au passage de véhicules et accessibles au public mises en place sur les lieux de travail avant l'entrée en vigueur des précédents articles. ART. 6 Prescriptions relatives aux autres portes et portails automatiques devant être modifiés pour répondre aux dispositions de l'article Rapport 232-1-2. ART. 7 Mise en conformité des portes ou portails automatiques ou semi-automatiques sur les lieux de travail. Art. 8 à Art. 10 Section 4 - Maintenance et vérifications	PM	